

La place de la France dans la vie actuelle de l'Algérie

par Claude ESTIER

Notre camarade Claude Estier nous a autorisé à extraire de son livre « Pour l'Algérie » (Editions François Maspero) les pages qui nous paraîtraient les plus utiles à compléter notre enquête. Nous avons pensé que les réflexions de Claude Estier sur la « coopération » méritaient de servir de conclusion aux réflexions franches et amicales que nos camarades Manuel Bridier et Harris Puisais avaient tirées de leur connaissance des problèmes algériens.

« Les Français en Algérie — je parle, bien entendu, des « nouveaux », non de ceux qui étaient déjà là avant l'indépendance et qui sont restés, les uns en se ralliant sincèrement à l'Algérie nouvelle, les autres en demeurant des corps étrangers — cela constitue trois catégories qui, quelquefois, se chevauchent : les enseignants, les techniciens, les « politiques ».

Les enseignants constituent, numériquement, le groupe le plus important. Ils sont à eux seuls environ quinze mille, dont un peu plus de la moitié étaient déjà en Algérie avant l'indépendance. Ce sont, en grande majorité, des jeunes, ce qui ne veut pas dire qu'ils constituent un groupe homogène. Certains sont venus (ou sont restés) par sympathie politique pour l'Algérie nouvelle. D'autres, qui, dans les années précédentes, avaient déjà enseigné en Tunisie, au Maroc ou en Afrique Noire ont rejoint l'Algérie de préférence à Carpentras, Beauvais ou Romorantin.

D'autres encore, se sont expatriés pour la première fois, pour faire une expérience. Ils n'ont pas tous réussi également, la plupart se considérant comme des exilés temporaires et soucieux de ne pas perdre le contact avec la « métropole ». Leurs intérêts matériels les ont souvent préoccupés, dans les premiers mois surtout, et je me souviens d'avoir rencontré un soir, dans un restaurant près d'Alger, le secrétaire général du Syndicat national des Instituteurs, Denis Forestier, qui faisait face difficilement aux récriminations d'un groupe d'instituteurs qui se plaignaient de grands retards

dans le versement de leur traitement.

Il reste que des enseignants français en Algérie, qu'ils appartiennent aux écoles de l'Office universitaire et culturel français (2.000 maîtres environ en 1963-64) ou aux lycées et collèges dépendant des services algériens de l'Education nationale, ont joué depuis l'indépendance un rôle décisif. Dans le primaire comme dans le secondaire, sans parler du supérieur, ils ont permis que soit assurée la rentrée d'octobre 1962 et, mieux encore, celle d'octobre 1963. Le président Ben Bella leur a, à plusieurs reprises, rendu hommage. Ils peuvent, l'an prochain, venir plus nombreux, ils seront bien accueillis.

Les techniciens posent un autre problème. Ingénieurs, cadres techniques, spécialistes de telle ou telle branche industrielle ou agricole, ils ont été recrutés de façons diverses, tantôt au titre de la coopération officielle, tantôt par des voies parallèles et souvent en concurrence avec des candidats originaires d'autres pays.

La plupart sont aujourd'hui satisfaits de leur sort, même quand ils se plaignent parfois de méthodes de travail qui leur paraissent moins efficaces que celles auxquelles ils sont habitués.

Au début, pourtant, les volontaires étaient rares. Je me souviens du « démarchage » qu'avait fait, en février 1963, Ahmed Boumendjel, recevant dans sa chambre du Palais d'Orsay des représentants d'associations d'ingénieurs et de techniciens pour les convaincre des avantages que leurs membres trouveraient en Algérie. »

« Parce qu'ils n'étaient pas toujours des

militants, bien des cadres français partis en Algérie avec beaucoup de bonne volonté, se sont trouvés dépassés par le vent révolutionnaire qui y souffle depuis un an. Ils ont souvent eu du mal à suivre le mouvement et sont apparus, parfois même malgré eux, comme des « freins », lorsque leurs fonctions se trouvaient être en rapport avec la marche du secteur socialiste.

Est-ce à dire que les « politiques », ceux qui venaient en Algérie en connaissance de cause, étaient mieux armés pour réussir ? La question est, pour le moins, controversée.

J'entends par « politiques » ces quelques centaines de jeunes Françaises et Français ayant appartenu pendant la guerre à des réseaux d'aide au F.L.N., anciens insoumis ou déserteurs, ou ayant activement milité dans des organisations politiques — au P.S.U. en particulier — pour l'indépendance algérienne.

*En juillet 1962, Alger était pour eux La Mecque, à la fois départ et conclusion d'une aventure. Mais de cette aventure, tous n'avaient pas la même conception et cela, déjà, explique que tous n'aient pas eu le même comportement ni, partant, la même réussite. Je ne parle même pas, volontairement, de ces quelques oppositionnels maladifs qu'un cheminement aberrant conduisit l'été dernier jusqu'au « maquis » de Dra-el-Mizan. Je me limite à ceux qu'un journaliste français a osé appeler dans un article aussi rempli de fiel que d'erreurs grossières (dans *Candide*) « les nouveaux affreux d'Alger ». N'en déplaise à ce journaliste, ils ne forment pas, eux non plus, un groupe homogène même si plusieurs d'entre eux ont donné leur adhésion en août dernier à l'« Amicale des travailleurs étrangers en Algérie ». Certains ont réalisé, un peu tard, que l'Algérie n'était pas la France et qu'ils ne pouvaient être les penseurs d'une Révolution qui*

n'était pas la leur.

« Le problème n'est pas d'essayer un nouveau socialisme, car il n'y a qu'un socialisme, mais de préciser par un effort de recherche doctrinale les voies et les moyens qui mènent à une économie véritablement socialiste. »

Boumaza.

L'amertume qu'ils ressentent parfois aujourd'hui est à la mesure de leurs illusions d'hier. D'autres, au contraire, qui étaient plus réalistes ont su, dans la presse, à la radio, dans le spectacle, dans les ministères, dans les services techniques, offrir leur compétences en acceptant de tenir un rang plus modeste. L'efficacité de l'aide qu'ils apportent à l'expérience algérienne est pour eux la meilleure justification. C'est avec eux bien sûr, avec eux d'abord, que se sentent en communion d'esprit ceux qui, en France, s'efforcent de susciter et de développer l'amitié et la solidarité entre les peuples français et algérien, et dont plusieurs centaines ont montré l'été dernier, sur le terrain — médecins instructeurs de Cap Djinet, étudiants alphabétiseurs de l'U.N.E.F., volontaires des chantiers de travail — qu'ils savaient sacrifier leurs vacances à une cause que la gauche française a trop tendance, hélas, à négliger !.

Cette coopération de peuple à peuple est sans aucun doute une pièce maîtresse pour l'avenir des relations entre la France et l'Algérie. Il serait fou d'imaginer qu'elle puisse remplacer la coopération d'Etat à Etat qui n'est d'ailleurs nullement incompatible avec elle.